14 novembre 2006 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la politique en faveur de la cohésion sociale et l'égalité des chances, à Amiens le 14 novembre 2006.

Messieurs les ministres,
Madame la maire,
Messieurs les parlementaires et les élus,
Mesdames et messieurs,
Je suis en effet très heureux, cher Gilles de ROBIEN, d'être, si j'ose dire, à nouveau parmi vous. Il y a dix ans en effet, j'étais dans votre quartier. Il était alors confronté à d'importantes difficultés liées au chômage, à un habitat social dégradé, à l'affaiblissement du tissu économique local. Mais ce qui m'avait frappé, marqué, à l'époque, c'était aussi votre dynamisme, l'engagement des élus, des associations, l'engagement des acteurs économiques, l'engagement potentiel. Ensemble, m'a-t-il semblé à l'époque, vous refusiez la fatalité. Ensemble, vous étiez décidés à tout mettre en oeuvre pour changer les choses et leur cours.
C'est ici, Cher Gilles de ROBIEN, que j'étais venu lancer les zones franches urbaines, à l'époque, un peu contestées. Avec la conviction que les difficultés des quartiers ne pouvaient être résolues par les seules politiques sociales. Car un quartier a besoin d'entreprises, de commerces, d'emplois, d'activités, de vie.
D'où ma décision d'accorder, à l'époque, des exonérations fiscales et sociales importantes pour les entreprises qui s'installent dans ces quartiers, avec comme contrepartie l'engagement de réserver au moins un tiers des emplois aux habitants de ces quartiers.
Grâce au dispositif des zones franches, grâce à l'énergie des élus, grâce à la mobilisation des citoyens, des entreprises, des associations, votre quartier s'est, on peut le dire, ces photos en témoignent, métamorphosé. 150 entreprises y sont installées et 750 emplois, vous le rappeliez tout à l'heure, ont été créés.
Partout en France, le bilan des zones franches urbaines est un bilan positif. Dans les 44 premières zones franches, le nombre d'entreprises a plus que doublé. Et au total, ce sont au moins 50 000 emplois qui ont été créés.
Mes chers amis,
Le combat pour la République, la cohésion nationale, l'égalité des chances, se joue d'abord dans les quartiers. C'est un combat de longue haleine, car c'est tout à la fois contre le chômage, l'exclusion, la violence, la dégradation de l'environnement urbain, les discriminations, qu'il faut agir.
Bien sûr, beaucoup reste à faire, mais l'exigence de lucidité, c'est aussi de voir tout ce qui a été fait et tout ce qui se met en place. C'est la condition pour continuer à aller de l'avant. Rien ne serait pire que d'ignorer les efforts de toutes celles et de tous ceux qui, chaque jour, sur le terrain, donnent le meilleur d'eux-mêmes au service des autres et par là même au service de la République.
Que de résistances, que de conservatismes, quelle indifférence aussi, bien souvent, il a fallu surmonter pour agir. Pour agir au service de principes qui sont au coeur de notre identité. La République est une et indivisible. Elle n'est pas l'addition de communautés. La République garantit des droits égaux et le même respect à tous ses enfants. Sa vocation, son honneur, sont d'inscrire dans la réalité les principes sur lesquels elle s'est construite et, au premier chef, l'égalité des chances.

l'égalité des chances.
Depuis 2002, toute notre action est tendue vers cet objectif. Le programme de rénovation urbaine représente un investissement sans précédent dans notre pays. Ce sont 600 quartiers, ce sont quatre millions d'habitants qui vont voir leur cadre de vie s'humaniser et changer de fond en comble. Le plan de cohésion sociale représente lui aussi un effort massif de la Nation pour lever un à un les obstacles de toute nature auxquels se heurtent les personnes qui sont en grande difficulté. Et je voudrais rendre un hommage tout particulier au ministre de l'emploi et des affaires sociales, qui s'est illustré notamment dans la lutte contre le chômage, ministre de l'emploi, Jean-Louis BORLOO, qui assume sa mission avec beaucoup de coeur, et avec une efficacité, que je n'hésite pas à qualifier d'exemplaire, les résultats sont là.
Avec la réforme de l'éducation prioritaire, nous consacrons également des moyens massifs, en particulier, aux 249 collèges "ambition-réussite", créés par le ministre de l'éducation nationale, comme le Collège Arthur Rimbaud ici même, à Amiens.
Le combat contre la violence s'inscrit dans la même exigence. Là encore, si beaucoup reste à faire, je le sais, nous avons démontré qu'il n'y avait pas de fatalité à la montée de la délinquance. L'enjeu, c'est d'inscrire cette mobilisation dans la durée. L'enjeu, c'est de poursuivre ensemble et d'amplifier l'effort. Le plan de rénovation urbaine et le plan de cohésion sociale montent rapidement en puissance. La Haute autorité de lutte contre la discrimination peut désormais infliger des sanctions et celles ou ceux qui s'estiment victimes doivent la saisir. L'Agence pour l'égalité des chances, voulue par le Premier ministre Dominique de VILLEPIN, est en place. Elle va permettre de démultiplier l'action irremplaçable des associations. Bientôt, nous aurons 100 zones franches sur tout notre territoire. Et l'objectif, c'est la création de 100 000 emplois.
L'emploi, c'est évidemment la clé de la réussite. Quand l'activité, quand l'emploi sont là, tout se remet à fonctionner, tout redevient possible. Au-delà des zones franches, avec le contrat nouvelles embauches, avec la baisse des charges, nous avons facilité le développement de l'emploi dans les petites et moyennes entreprises. L'objectif que j'avais fixé de création d'un million d'entreprises en 5 ans est tenu. Mais il faut aller plus loin. L'enjeu, c'est aussi de permettre à toutes celles et à tous ceux qui veulent sortir de l'assistance, de créer leur activité de commerce ou de service, aussi modeste soit-elle au départ. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux ne songent même pas à franchir le pas. Quand ils l'envisagent, ils sont découragés par les formalités et par le poids des cotisations. Avant d'avoir gagné son premier euro, on doit déjà près de 3 000 euros par an de cotisations minimales. C'est désespérant. J'ai demandé au gouvernement d'agir sans délai. Pour ces très petites activités, mais qui naissent et sont destinées à se développer, il y aura maintenant une déclaration fiscale et sociale unique. Surtout, nous mettrons en place une sorte de "bouclier social". Désormais, chacun aura l'assurance que, pour chaque euro gagné et déclaré, il n'y aura pas plus de 14 centimes de cotisations sociales pour les commerces et pas plus de 24 centimes pour les services. Notre système de protection sociale enfin encouragera le travail plutôt que l'assistance.
Mesdames et messieurs,
Au-delà des instruments et des moyens, ce qui compte ce sont évidemment les femmes et les hommes, leur engagement, leur créativité, leur envie de réussir. Ce qui compte, ce sont toutes celles et tous ceux qui, jour après jour, agissent pour que chacun ait sa chance, pour rendre notre société plus juste, plus humaine, plus dynamique.
Je veux rendre hommage à tous les élus, aux associations, aux travailleurs sociaux, aux agents publics. Je veux rendre hommage à l'engagement de tous les entrepreneurs qui ont choisi de rompre avec les préjugés et de s'implanter dans les quartiers. Tous, vous êtes en première ligne du combat, qui est en réalité le combat de la République.
Je voudrais maintenant naturellement vous entendre, dialoguer avec vous, m'enrichir de vos propres réflexions et de vos expériences et nous allons, si notre Président le veut bien commencer le débat.